

Terreur nucléaire en Ukraine? par Hugues HENRI

Introduction

Ce que nous redoutions est peut-être en train de se produire à Tchernobyl. Dès la menace de l'invasion russe de l'Ukraine, nous avons redouté que les installations nucléaires soient visées délibérément ou non par les belligérants, ou qu'ils soient bombardés lors d'opérations guerrières. Ce fut le cas dès le 1^{er} jour de l'invasion quand l'on signala des combats entre Russes et Ukrainiens dans le périmètre de la centrale de Tchernobyl qui tomba aux mains des Russes le soir du 1^{er} jour de l'invasion russe.

Depuis 18 jours de guerre, le personnel ukrainien est l'otage des forces russes. Ses membres n'ont jamais été remplacés et vivent sous la menace russe permanente. La fourniture d'électricité à la centrale a déjà été coupée il y a quelques jours. Le personnel ukrainien prisonnier dans la centrale a fait tout son possible pour rétablir le courant pour refroidir les piscines d'entreposage des matériaux hautement radioactifs à vie longue qui s'y trouvent stockés.

L'électricité a été à nouveau arrêtée par les Russes et le personnel ukrainien prisonnier dans la centrale a rendu son tablier, compte tenu de son épuisement et des conditions de détention depuis 18 jours non stop.



La centrale atomique de Zaporijjia bombardée par les Russes

L'autre alarme nucléaire concerne la plus puissante centrale nucléaire d'Europe, à Zaporijjia qui a été bombardée par les forces russes le vendredi 4 mars 2022, sans que rien de grave ne se soit passé en termes de radioactivité selon l'AIEA, bien qu'il soit difficile de la confirmer en l'absence de contrôle international.

Le chantage de Poutine à la terreur nucléaire n'est pas encore déclenché mais il pourrait prendre diverses formes. En effet, l'objectif de Poutine est de priver la population ukrainienne d'électricité, de chauffage et d'eau courante en plein hiver, pour briser la résistance de ce peuple courageux mais vulnérable à la longue.

Enfin, la menace nucléaire brandie par Poutine qui a mis dès le 3^e jour de guerre, son arsenal nucléaire en alerte, ne laisse pas d'être inquiet quant à la maîtrise par Poutine de ses pulsions meurtrières, compte-tenu des remarques de ses proches ou des récents visiteurs et interlocuteurs internationaux et russes sur son état général et mental.

La question demeure posée : jusqu'où Poutine peut-il aller dans la terreur nucléaire en Ukraine et ailleurs dans le monde ?



Centrale nucléaire de Tchernobyl aux mains des Russes depuis le 1^{er} jour de l'invasion d'Ukraine

Que se passe-t-il à Tchernobyl ?

Aux dernières nouvelles, le personnel gérant les complexes de déchets radioactifs à la centrale nucléaire de Tchernobyl a arrêté de procéder aux réparations de maintenance car ils sont épuisés, n'ayant pas été remplacés depuis que la Russie a pris le contrôle du site le mois dernier, l'Ukraine a prévenu l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

"Le régulateur ukrainien a informé l'AIEA que le personnel à (Tchernobyl) ne procède plus aux réparations et à la maintenance de l'équipement lié à la sécurité, en partie du fait de leur fatigue physique et psychologique après avoir travaillé sans arrêt depuis trois semaines," a indiqué l'agence dans un communiqué dimanche sans plus de détails.

Cette annonce intervient alors que l'alimentation électrique de la centrale, complètement déconnectée mercredi dernier du réseau électrique en raison des actions militaires des forces russes, a été rétablie ce dimanche.

"Aujourd'hui, grâce aux efforts incroyables des spécialistes d'Ukrenergo (l'opérateur ukrainien du site), nos ingénieurs nucléaires et nos électriciens ont réussi à rétablir l'alimentation électrique de la centrale de Tchernobyl, saisie par les occupants russes," a indiqué le ministre, Guerman Galouchtchenko, dans un communiqué publié par Energoatom, l'agence nucléaire ukrainienne.

Ukraine : alimentation électrique rétablie à Tchernobyl; Rosatom vérifie le niveau de radiation de la centrale nucléaire bombardée de Zaporojie

L'alimentation électrique du site nucléaire de Tchernobyl a été rétablie dimanche, a annoncé l'agence nucléaire ukrainienne Energoatom, citant le ministre

ukrainien de l'Energie. Vendredi, des responsables du géant du nucléaire russe, Rosatom, sont arrivés à la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporojie, bombardée le 4 mars et occupée depuis par les Russes, se disant là pour vérifier le niveau de radiation. Après Tchernobyl puis Zaporojie, l'armée russe pourrait tenter de s'emparer d'une troisième centrale nucléaire, Konstantinovka, dans le sud de l'Ukraine. Une stratégie visant à affaiblir la résistance ukrainienne.

Complètement déconnectée mercredi dernier du réseau électrique en raison des actions militaires des forces russes, l'alimentation électrique du site nucléaire de Tchernobyl a été rétablie ce dimanche. C'est ce qu'a annoncé l'agence nucléaire ukrainienne Energoatom, citant le ministre ukrainien de l'Energie.

"Désormais, les systèmes de refroidissement des assemblages combustibles vont fonctionner de nouveau normalement, et plus grâce à des générateurs de secours", a indiqué le ministre, Guerman Galouchtchenko, dans un communiqué publié par Energoatom, l'agence nucléaire ukrainienne.

Pour autant, un autre danger menace le site. Le personnel gérant les complexes de déchets radioactifs à la centrale nucléaire de Tchernobyl a arrêté de procéder aux réparations de sécurité car ils sont épuisés, n'ayant pas été remplacés depuis que la Russie a pris le contrôle du site le mois dernier, l'Ukraine a prévenu l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Pas d'impact majeur sur la sécurité !?

La coupure de l'alimentation électrique ne présentait "pas d'impact majeur sur la sécurité, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), alors que le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kouleba avait averti que la centrale disposait de générateurs de secours d'une capacité de 48 heures seulement. Situé dans une zone d'exclusion, le site comprend des réacteurs qui ont été déclassés après l'accident de 1986, dont le réacteur numéro 4 recouvert d'un sarcophage, et des dépôts de déchets radioactifs.

Le réacteur accidenté lui-même ne pose pas de problème, a récemment expliqué à l'AFP Karine Herviou, directrice générale adjointe de l'Institut français de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Car *"le cœur fondu n'a pas besoin de système de refroidissement"*. Le stockage dans la piscine de 20.000 assemblages combustibles ne présentait pas non plus de danger. Compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis 1986, *"la charge thermique de la piscine et le volume de l'eau de refroidissement étaient suffisants pour assurer une évacuation efficace de chaleur sans électricité"*, avait estimé l'AIEA.

Ces assemblages anciens *"sont relativement froids"*, et même si l'électricité n'est pas rétablie après 48 heures, *"il n'y a pas de danger de rejets radioactifs selon ce que l'on sait des installations"*, confirme Karine Herviou. Dans un tel cas, des études réalisées après l'accident de la centrale de Fukushima au Japon en mars 2011 *"montrent une montée lente en température de l'ordre de jusqu'à 60°C mais pas de dénoyage des assemblages"*. *"L'eau va se réchauffer progressivement mais ne va pas être portée à ébullition"*, expliquait-elle. Une coupure de courant *"poserait plus de problèmes"* dans les quatre centrales en fonctionnement du pays, *"où il faut absolument assurer un refroidissement du combustible présent"*, estime la responsable de l'IRSN, *"car la chaleur à évacuer y est beaucoup plus importante"* qu'à Tchernobyl.

Les réacteurs ukrainiens disposent de systèmes d'urgence, avec quatre groupes électrogènes de secours qui normalement ont du carburant pour fonctionner 7 à 10 jours. *"Ils ont aussi des équipements mobiles sur le site, des réserves en eau, pour gérer la situation et normalement éviter une dégradation du cœur"*, ajoutait Karine Herviou. Son optimisme fait chaud au cœur mais n'écarter en rien l'inquiétude de voir l'armée russe viser l'occupation des principaux sites nucléaires ukrainiens et d'utiliser la force pour y parvenir.



Des employés russes de Rosatom à Zaporojie

Dans le communiqué publié ce dimanche, le ministre a souligné que l'Ukraine n'avait *"besoin de l'aide de personne pour fournir ou restaurer l'électricité"* sur ses infrastructures. Une allusion à l'arrivée, vendredi, de onze employés du géant du nucléaire russe, Rosatom, dans la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporojie, la plus grande d'Europe, tombée aux mains des Russes le 4 mars dernier à l'issue d'un assaut marqué par des bombardements sur la centrale qui avaient provoqué un incendie.

L'arrivée de ces personnels russes vise à vérifier le niveau de radiation et aider à réparer la centrale selon l'agence ukrainienne Energoatom. Ses réacteurs ont été mis en service entre 1985 et 1995. Ils sont de conception moderne comparé à Tchernobyl, première centrale construite dans le pays, en 1970, où les réacteurs étaient bien moins sécurisés. Avec six réacteurs VVER-1000 de conception soviétique, la centrale de Zaporojie, inaugurée en 1985, dispose d'une capacité totale de près de 6.000 mégawatts, assez pour fournir en électricité environ quatre millions de foyers.

"La centrale est considérée comme un territoire russe"

Toujours selon Energoatom, l'un des Russes arrivés à la centrale avec les ingénieurs, qui s'est présenté comme le nouveau responsable de l'administration militaro-civile locale, a affirmé au personnel que la centrale était désormais considérée territoire russe et dépendante de Rosatom. Dans un communiqué,

Rosatom a confirmé l'envoi de spécialistes russes, mais a indiqué que le fonctionnement de la centrale de Zaporojie, comme celle de Tchernobyl, restait assuré par le personnel ukrainien. Les spécialistes russes sont là pour *"conseiller"* les équipes ukrainiennes, a-t-il ajouté. Cela inclut *"la restauration de l'alimentation électrique de la centrale de Tchernobyl et le système de protection physique de la centrale de Zaporojie"*, avait expliqué vendredi l'opérateur russe.

"Les activités visant à garantir la sûreté de l'exploitation des centrales nucléaires ukrainiennes sont menées en contact étroit avec la direction de l'AIEA", assure Rosatom.

Dans la centrale de Zaporojie, les générateurs sont prêts si nécessaire, a indiqué cette semaine l'AIEA, précisant que deux des quatre sources d'alimentation électrique externes ont apparemment été *"endommagées"*. Cette alarme de l'AIEA sur l'approvisionnement en électricité de la plus puissante centrale nucléaire d'Europe accroît d'autant l'inquiétude en Europe sur le devenir de cette centrale de Zaporojie, car nul ne sait ce que cherche Poutine en mettant la main sur tous les sites nucléaires ukrainiens, sinon priver la population ukrainienne d'électricité, d'eau et de chauffage pour briser sa résistance ?



La centrale atomique de Zaporijjia avant guerre avec ses 6 réacteurs

Prochaine prise, Konstantinovka, dans le sud de l'Ukraine ?

L'inquiétude autour du risque nucléaire en Ukraine ne cesse de monter depuis que deux des quatre centrales nucléaires ukrainiennes sont passées aux mains de l'armée russe, celle de Tchernobyl et celle de Zaporojie, dont la prise a fait trembler le monde.

Après Tchernobyl puis Zaporojie, l'armée russe pourrait tenter de s'emparer d'une troisième centrale nucléaire, Konstantinovka, dans le sud de l'Ukraine. Une stratégie visant à affaiblir la résistance ukrainienne, qui pourrait ouvrir la porte aux pires scénarios.

Avec 15 réacteurs, disséminés sur quatre sites, l'Ukraine est le 7e producteur mondial d'énergie nucléaire, l'atome étant à l'origine de la moitié de son énergie, selon les données de l'AIEA.

"Cela permet de couper l'approvisionnement aux grandes villes. Qui dit plus d'électricité dit plus de chauffage, plus d'eau courante, plus de frigidaires, de

congélateurs (...) L'un des objectifs des Russes est de faire partir les gens, d'user les capacités et la volonté de défendre des résistants ", expliquait récemment à l'AFP Jean-Marc Balencie, un analyste en relations internationales.

"Ils vont vouloir prendre toutes les centrales pour accentuer leur pression", anticipe une source militaire française.

Alors que le président russe Vladimir Poutine a assuré à son homologue français Emmanuel Macron qu'il *"n'était pas dans son intention de procéder à des attaques des centrales nucléaires"*, les trois réacteurs de la centrale de Konstantinovka (sud), situés entre Kherson, première grande ville occupée par les Russes, et Odessa, l'un de leurs principaux objectifs, pourraient être à portée d'obus dans quelques jours.



Le chef de l'AIEA veut se rendre en Ukraine

Le chef de l'AIEA, Rafael Grossi, a proposé de se rendre en Ukraine pour établir un cadre garantissant la sécurité des sites nucléaires pendant le conflit.

Depuis le début de l'invasion russe, M. Grossi met en garde contre les dangers du conflit, le premier à se dérouler dans un pays doté d'un vaste programme nucléaire.

"Cette fois, si un accident survient, la cause ne sera pas un tsunami causé par Mère nature mais le résultat de l'incapacité humaine à agir au moment où nous savions que nous le pouvions et le devons", avait-il lancé en début de semaine dernière, faisant clairement référence à la catastrophe nucléaire de Fukushima en mars 2011, qui avait été initialement provoquée par un séisme suivi d'un tsunami. En Ukraine, si une telle catastrophe survenait, elle serait indubitablement due à la stratégie guerrière de Poutine et c'est là toute la différence, dans la mesure où personne ne sait jusqu'où Poutine peut aller ?

La démarche de Mr Rafael Grossi, chef de l'AIEA est tout à fait légitime et honorable, dans la mesure où elle réduirait de catastrophe nucléaire en Ukraine si

elle était acceptée par Poutine, mais pour l'instant celui-ci fait la sourde oreille bien entendu.

Contrôler l'électricité nucléaire : l'autre champ de bataille de la guerre russo-ukrainienne

Alors que les troupes russes ont pris la main, ce vendredi, sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe, dans l'est de l'Ukraine, les inquiétudes se multiplient sur l'éventualité d'une catastrophe atomique hors de contrôle. En l'état, il s'agit d'une prise stratégique permettant à l'armée de Vladimir Poutine de maîtriser une partie de la production d'électricité du pays, fragilisant à la fois la population et les forces militaires ukrainiennes. Décryptage.

Alors que la guerre s'intensifie chaque jour un peu plus en Ukraine, les inquiétudes se cristallisent autour d'une potentielle catastrophe touchant l'une des quatre centrales nucléaires du pays. Et pour cause, c'est la première fois qu'un conflit militaire se déroule dans un État doté d'un large programme atomique civil. Une « *situation sans précédent* », a ainsi rappelé vendredi le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui soulève de nombreuses questions sur les risques réels pour l'Europe de l'offensive de Vladimir Poutine.



Tank T-72 russe bombardant la centrale de Zaporojie

D'autant que, ce vendredi, des tirs de chars russes sur la plus grosse installation nucléaire d'Europe, Zaporijia, située dans l'est de l'Ukraine, ont mis le feu à un bâtiment annexe, au cours de violents affrontements entre troupes russes et ukrainiennes. Si l'incendie a fini par être maîtrisé et n'a touché aucun des six réacteurs de la centrale, ce sont les Russes qui en ont finalement pris le plein contrôle.

Par conséquent, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est dit prêt ce vendredi à se rendre en Ukraine afin de négocier un « *un accord sur un cadre* » pour garantir la sécurité des sites nucléaires mis en danger par la guerre.

Ces annonces interviennent alors que le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) qui préside également le réseau des autorités de sûreté nucléaire d'Europe de l'Ouest (Wenra), s'inquiète de la "*fragilisation*" de la sûreté nucléaire dans l'Ukraine en guerre.

"La première question me paraît être la fragilisation de la sûreté, que ce soit à cause des coupures d'alimentation électrique ou à cause des difficultés éprouvées par les personnels pour exercer leur mission" estime Olivier Gupta dans un entretien accordé aux *Echos*.



La plus grande centrale atomique d'Europe, Zaporijjia, en Ukraine, a été touchée vendredi par des frappes de l'armée russe

Des lignes électriques importantes permettant d'assurer une capacité de refroidissement constante sont *"détériorées"* et la chaîne logistique pour l'arrivée des pièces de rechange sur les sites nucléaires ukrainiens, est *"fragilisée"*, constate-t-il après des réunions d'experts sur le sujet. A la centrale ukrainienne de Zaporojie, bombardée le 4 mars par les Russes qui l'occupent depuis, *"deux lignes"* électriques sur quatre *"sont toujours fonctionnelles"*, mais la communication *"entre la centrale et l'extérieur est devenue difficile"* ajoute Olivier Gupta.

Pour celle de Tchernobyl, *"nous avons conclu qu'il n'y aurait pas de risques significatifs de rejets dans l'environnement"* en cas de perte d'alimentation électrique sur une durée longue, a-t-il ajouté. Mais, *"à Tchernobyl, il n'y a plus ni téléphone fixe, ni téléphone mobile et l'Autorité de Sûreté ukrainienne n'a pas reçu d'email depuis 24 heures"* a déploré le responsable.

A Kharkiv, il a été prévenu de *"dommages sur un centre de recherche qui héberge un réacteur piloté par une source de neutrons"*: *"Il y a eu des dégâts sur certains bâtiments, mais à notre connaissance, les matières nucléaires n'ont pas été touchées"* a-t-il dit. Selon lui, *"en cas d'accident très grave"* dans une des centrales ukrainiennes mais sans dommage sur le bâtiment réacteur, il pourrait *"être nécessaire d'évacuer la population dans un rayon de 5 kilomètres et de mettre à l'abri celle résidant dans un rayon de 20 kilomètres"*.

En revanche, si une enceinte de confinement de réacteur devait être touchée, *"on devrait élargir les zones à respectivement 20 kilomètres et 100 kilomètres"*, selon lui. Pour Olivier Gupta, *"on ne peut pas dire que les réacteurs ukrainiens sont significativement moins sûrs que les occidentaux"*. De même conception que les réacteurs français à eau sous pression, ils ont subi des *"stress tests"* après l'accident de Fukushima. *"Des travaux d'amélioration ont aussi été réalisés"*.

Avec 15 réacteurs, disséminés sur quatre sites, l'Ukraine est le 7e producteur mondial d'énergie nucléaire, l'atome étant à l'origine de la moitié de son énergie, selon les données de l'AIEA.

Vendredi, les Etats-Unis ont accusé vendredi la Russie de violer les principes de sûreté nucléaire en Ukraine et lui ont demandé d'arrêter de cibler des usines

nucléaires dans le pays, indiquant toutefois n'avoir pas détecté pour l'heure des signes de rejet radiologique. La secrétaire américaine à l'Energie, Jennifer Granholm, a déclaré sur Twitter que les outils de surveillance radiologique étaient toujours en état de marche en Ukraine mais que Washington était préoccupé par le manque de données en provenance des centrales nucléaires de Tchernobyl et de Zaporojie, laquelle est la plus grande d'Europe.



Les personnels de Rosatom à Zaporojie !?

Vendredi, onze employés du géant du nucléaire russe, Rosatom, ont débarqué dans la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporojie, la plus grande d'Europe, tombée aux mains des Russes le 4 mars dernier à l'issue d'un assaut marqué par des bombardements sur la centrale qui avaient provoqué un incendie.

L'arrivée de ces personnels russes vise à vérifier le niveau de radiation et aider à réparer la centrale selon l'agence ukrainienne Energoatom. Ses réacteurs ont été mis en service entre 1985 et 1995. Ils sont de conception moderne comparé à Tchernobyl, première centrale construite dans le pays, en 1970, où les réacteurs étaient bien moins sécurisés. Avec six réacteurs VVER-1000 de conception soviétique, la centrale de Zaporojie, inaugurée en 1985, dispose d'une capacité totale de près de 6.000 mégawatts, assez pour fournir en électricité environ quatre millions de foyers.

Dans un communiqué, Rosatom a confirmé l'envoi de spécialistes russes, mais a indiqué que le fonctionnement de la centrale de Zaporojie, comme celle de Tchernobyl, restait assuré par le personnel ukrainien. Les spécialistes russes sont là pour "*conseiller*" les équipes ukrainiennes, a-t-il ajouté. Cela inclut "*la restauration de l'alimentation électrique de la centrale de Tchernobyl et le système de protection physique de la centrale de Zaporojie*", avait expliqué vendredi l'opérateur russe.

"Les activités visant à garantir la sûreté de l'exploitation des centrales nucléaires ukrainiennes sont menées en contact étroit avec la direction de l'AIEA", assure Rosatom.

L'AIEA va proposer des idées pour garantir la sécurité des sites

Par ailleurs, l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) soumettra prochainement des idées à l'Ukraine et à la Russie pour garantir la sécurité des installations nucléaires ukrainiennes, sur fond d'offensive militaire russe, et une

réunion aura probablement lieu "très prochainement", a déclaré jeudi son directeur général Rafael Grossi. Ce dernier a plusieurs fois proposé de se rendre en Ukraine pour établir un cadre garantissant la sécurité des sites nucléaires pendant le conflit.

Depuis le début de l'invasion russe, Rafael Grossi ne cesse de mettre en garde contre les dangers du conflit, le premier à se dérouler dans un pays doté d'un vaste programme nucléaire.

(Avec AFP et Reuters)

Peur en Europe : la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporojie touchée par les tirs russes !

Un incendie qui s'était déclaré dans un bâtiment adjacent de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporojie, la plus grande d'Europe, au cours de violents affrontements entre les troupes russes et ukrainiennes, a été éteint vendredi matin, ont rapporté les services d'urgence ukrainiens. Si elle avait explosé, cela aurait été « *10 fois pire que Tchernobyl !* », selon le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmitri Kouleba. L'armée russe a pris le contrôle du site. Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a condamné les bombardements « *irresponsables* » et la nécessité de mettre fin à cette guerre.

L'Europe retient son souffle. Dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les tensions entre Moscou et les pays occidentaux, le danger nucléaire n'est pas seulement dans l'usage d'armes nucléaires comme l'a agité en début de semaine Vladimir Poutine mais aussi dans un accident d'une centrale nucléaire ukrainienne provoquée par les combats.

« 10 fois pire que Tchernobyl ! »

Cette menace est devenue une réalité cette nuit. Et pour cause, un incendie s'est déclaré dans un bâtiment adjacent de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporojie, la plus grande d'Europe, au cours de violents affrontements entre les troupes russes et ukrainiennes. Des images parvenues semblaient montrer un nuage de fumée et des flammes émanant d'un bâtiment non identifié proche de la centrale, située à environ 550 kilomètres de la capitale ukrainienne.

Le feu a ensuite été éteint par les services de secours qui ont pu accéder au site après en avoir été un temps empêchés par les soldats russes. Sa sécurité est "garantie" selon Kiev, qui a accusé Moscou d'avoir recours à la "terreur nucléaire". Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, ce sont des chars russes qui ont ouvert le feu sur la centrale. L'attaque n'a fait aucune victime, ont indiqué les secours ukrainiens. Si elle avait explosé, cela aurait été « *10 fois pire que Tchernobyl* », selon le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmitri Kouleba.

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a condamné vendredi les bombardements "*irresponsables*" des forces russes qui ont touché la centrale nucléaire.

"*L'attaque contre une centrale nucléaire démontre le caractère irresponsable de cette guerre et la nécessité d'y mettre fin*", a déclaré M. Stoltenberg, lors d'une brève intervention au côté du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, avant une réunion d'urgence des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance.

A la mi-journée ce vendredi, le Royaume-Uni a demandé la tenue d'une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU à la suite de bombardements contre la plus grande centrale nucléaire ukrainienne, dénonçant *"une menace à la sécurité et la stabilité"* de l'Europe.

"Nous avons demandé une réunion urgente du conseil de sécurité de l'ONU. Il s'agit d'une menace pour la sécurité et la stabilité de l'Europe et les responsables doivent rendre des comptes", a déclaré la cheffe de la diplomatie britannique Liz Truss aux télévisions britanniques depuis Bruxelles.

Les forces russes ont pris le contrôle du site indiqué l'agence d'inspection des sites nucléaires, assurant que le personnel assurait l'exploitation du site.

"Le territoire de la centrale nucléaire de Zaporojie est occupé par les forces armées de la Fédération de Russie. Le personnel opérationnel contrôle les blocs énergétiques et assure leur exploitation en accord avec les exigences des règlements techniques de sécurité d'exploitation", a indiqué l'organisme d'Etat ukrainien.

Les niveaux de radiation n'auraient pas changé !?

Le directeur du site avait déclaré plus tôt à la chaîne de télévision Ukraine 24 que la sécurité radiologique était maîtrisée.

Un porte-parole de la centrale de Zaporojie, d'où provient environ un cinquième de l'électricité générée dans le pays, a indiqué que les niveaux de radiation n'avaient pas changé, selon des propos rapportés par RIA. Une information confirmée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui a indiqué que les niveaux de radioactivité restent inchangés sur le site de la centrale, qui compte six réacteurs nucléaires. Aucun équipement *"essentiel"* n'a été endommagé.

L'armée russe a pris le contrôle du site. La Russie s'est déjà emparée du site de l'ancienne centrale de Tchernobyl, située à une centaine de kilomètres au nord de Kiev, rendue célèbre par la catastrophe nucléaire de 1986. Certains analystes ont relevé que la centrale de Zaporojie était bâtie différemment et plus sûre que celle de Tchernobyl.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accusé vendredi Moscou de recourir à *"la terreur nucléaire"* a appelé à *"une action européenne immédiate"* pour *"empêcher que l'Europe ne meure d'un désastre nucléaire"*.

"Nous alertons tout le monde sur le fait qu'aucun autre pays hormis la Russie n'a jamais tiré sur des centrales nucléaires. C'est la première fois dans notre histoire, la première fois dans l'histoire de l'humanité. Cet Etat terroriste a maintenant recours à la terreur nucléaire", a-t-il affirmé dans une vidéo publiée par la présidence ukrainienne.

"L'Ukraine compte quinze réacteurs nucléaires. S'il y a une explosion, c'est la fin de tout. La fin de l'Europe. C'est l'évacuation de l'Europe", a-t-il poursuivi.

"Seule une action européenne immédiate peut stopper les troupes russes. Il faut empêcher que l'Europe ne meure d'un désastre nucléaire", a ajouté le président ukrainien.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a dénoncé vendredi dans un communiqué les *"actions irresponsables"* du président russe Vladimir Poutine, qui peuvent *"menacer directement la sécurité de toute l'Europe"*. A l'issue d'un entretien téléphonique avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, Boris Johnson a

demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU *"dans les prochaines heures"*.



Poutine déterminé à continuer

Dans des déclarations à la télévision russe jeudi, Vladimir Poutine n'a donné aucun espoir d'apaisement.

"L'opération militaire spéciale se déroule strictement selon le calendrier, selon le plan", a-t-il déclaré, rendant hommage aux soldats russes et à leur "précieux combat contre des néonazis" et des "mercenaires étrangers" qui utilisent selon lui les civils comme "boucliers humains" en Ukraine.

Vladimir Poutine a douché jeudi les espoirs de médiation du président français Emmanuel Macron, lui déclarant au téléphone que la Russie avait *"l'intention de poursuivre sans compromis son combat contre les membres des groupes nationalistes qui commettent des crimes de guerre"*, et répétant son exigence d'une démilitarisation et d'un statut neutre pour l'Ukraine, selon le Kremlin.

"Le pire est à venir", Vladimir. Poutine veut "prendre le contrôle" de toute l'Ukraine, a jugé le président français après cet appel, selon l'Elysée.

Selon le président Zelensky, si l'Ukraine disparaît, *« ce sera ensuite la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie etc... Jusqu'au mur de Berlin, croyez-moi" »*.

L'AIEA "gravement préoccupée" !?

Depuis le début du conflit, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pointe *"le risque réel"* que pose la guerre en Ukraine sur les sites nucléaires du pays. Le directeur général de l'Agence, Rafael Grossi, a lancé à plusieurs reprises *"un appel à la plus grande retenue pour éviter toute action qui pourrait compromettre la sécurité"* des différents sites, se disant *"gravement préoccupé"*. On ne le serait à moins.

L'Ukraine dispose de quatre centrales opérationnelles et de plusieurs dépôts de déchets radioactifs, dont celui de Tchernobyl.

Les marchés asiatiques dévissent

Le feu sur la centrale de Zaporijjia a effrayé les marchés financiers asiatiques, qui déclinaient à l'unisson vendredi, sonnés par de vives inquiétudes sur l'Ukraine. Les places boursières réagissaient unanimement, l'indice vedette Nikkei de Tokyo plongeant de 2,5% vers 04H00 GMT, tandis que le Hang Seng de Hong Kong perdait 2,6%. Shanghai, Séoul, Sydney et Singapour piquaient aussi du nez.

Ces pertes avaient été précédées par celles des indices de Wall Street jeudi, où l'absence d'avancée dans les discussions entre Ukraine et Russie et la flambée des matières premières avaient plombé les trois principaux indices.

"Cela sent l'escalade", a commenté Art Hogan, de National Security, estimant qu'il *"semble moins probable"* que la crise soit réglée rapidement.

"Les marchés oscillent en fonction des informations liées à la situation en Ukraine, et tandis que les inquiétudes persistent au sujet de la hausse des taux américains, les échos de l'incendie de la centrale nucléaire en Ukraine ont encore réduit l'appétit pour le risque (des investisseurs) alors que l'euro baisse", a commenté Huh Jae-Hwan de Eugene Investment & Securities, cité par l'agence Bloomberg.

La monnaie européenne plongeait face au yen, l'euro se négociant vers 04H00 GMT pour 127,20 yens contre 127,78 yens jeudi à 21H00 GMT.

L'euro, lesté comme la plupart des devises du Vieux continent par la crainte que la guerre en Ukraine ne pèse sur l'économie européenne, s'échangeait pour 1,1026 dollar, contre 1,1066 dollar jeudi, au plus bas depuis près de deux ans.

Le yen remontait légèrement par rapport au billet vert, à 115,35 yens pour un dollar contre 115,46 yens jeudi à 21H00 GMT.

Les prix du pétrole repartaient à la hausse après une pause la veille consécutive à leur envolée à des niveaux record depuis 2008: vers 03H50 GMT le cours du baril de WTI américain gagnait 1,84% à 109,65 dollars. Celui du baril de Brent de la mer du Nord prenait 1,57% à 112,19 yens.

La Russie accuse l'Occident d'envisager *"une troisième guerre mondiale"* qui serait *"nucléaire"* !?

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a estimé jeudi que les dirigeants occidentaux pensaient à une guerre nucléaire dans le cadre du conflit avec la Russie. Dimanche, le Kremlin a ordonné la mise en alerte des *"forces de dissuasion"* russes, qui comprennent un volet nucléaire. Une décision condamnée par les pays occidentaux, accusant alors la Russie de *"fabriquer des menaces qui n'existent pas"*.

Ces nouvelles déclarations interviennent alors que les combats en Ukraine s'intensifient, que les mesures occidentales de rétorsions contre la Russie sont de plus en plus sévères et que des pourparlers entre Ukrainiens et Russes doivent se tenir ce jour.

Jeu de dupes, guerre d'informations, propagande ou réelles menaces ? En tout cas les tensions entre l'Occident et la Russie, au sujet de l'invasion de l'Ukraine, restent très fortes. Et les propos font froid dans le dos. Le chef de la diplomatie du

Kremlin a estimé ce jeudi que les dirigeants occidentaux pensait à une guerre nucléaire dans leur conflit avec la Russie.



Le chef de la diplomatie du Kremlin a estimé ce jeudi que les dirigeants occidentaux pensait à une guerre nucléaire dans leur conflit avec la Russie. (Crédits : Reuters)

Des déclarations qui interviennent alors que les combats en Ukraine s'intensifient, que les mesures occidentales de rétorsions contre la Russie sont de plus en plus sévères, que les livraisons d'armes des Européens se renforcent et que des pourparlers entre Ukrainiens et Russes devraient se tenir ce jour.

"Tout le monde sait qu'une troisième guerre mondiale ne peut être que nucléaire, mais j'attire votre attention sur le fait que c'est dans l'esprit des politiques occidentaux, pas dans celui des Russes", a dit le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse en ligne, avant d'estimer que des plans *"d'une guerre réelle"* contre Moscou sont en train d'être élaborés.

Vladimir Poutine a ordonné dimanche la mise en alerte des *"forces de dissuasion"* russes, qui comprennent un volet nucléaire. Les forces de dissuasion russes sont un ensemble d'unités dont le but est de décourager une attaque contre la Russie, *"y compris en cas de guerre impliquant l'utilisation d'armes nucléaires"*, selon le ministère de la Défense russe. Dès le début de l'invasion russe en Ukraine, contrarié par la forte résistance ukrainienne et l'ampleur des mesures de rétorsion prises par les Occidentaux à l'égard de la Russie, Poutine a brandi la menace nucléaire en l'imputant à l'Occident, Lavrov ne fait que réaffirmer les menaces de Poutine.

Les propos du gouvernement français visés

La déclaration du jour portée par le chef de la diplomatie russe vise notamment des propos de ses homologues français et britannique Jean-Yves Le Drian et Elizabeth Truss évoquant la dissuasion nucléaire et le risque de guerre avec la Russie. *"Si certains élaborent un plan de guerre réelle contre nous, et je pense qu'ils les élaborent, ils doivent bien réfléchir"*, a-t-il dit, assurant que *"nous ne laisserons personne nous déstabiliser"*.

Mardi, le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, avait déclaré que les puissances occidentales allaient *"livrer une guerre économique et financière totale à la Russie"* et *"provoquer l'effondrement de l'économie russe"*.

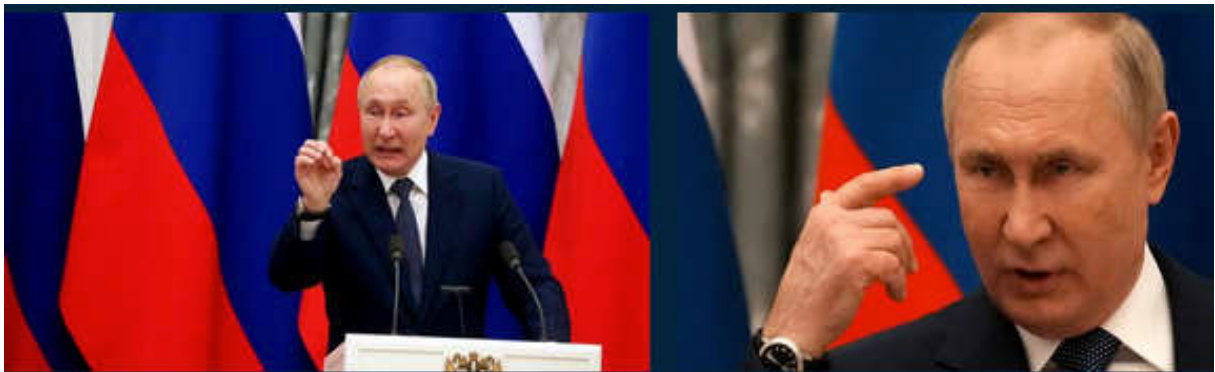
L'ancien président russe Dmitri Medvedev, désormais membre du conseil de sécurité russe auprès du président Vladimir Poutine, a mis en garde la France, en

déclarant qu'il ne fallait pas *"oublier que dans l'histoire de l'humanité, les guerres économiques se transforment assez souvent en vraies guerres"*. Quelques heures plus tard, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, a corrigé le tir et a jugé *"inappropriée"* sa mention de *"guerre économique"* évoquée plus tôt.

Une mesure justifiée aux yeux du président russe par les déclarations agressives de grands pays membres de l'Otan et par les sanctions financières sévères que les Occidentaux ont décidé d'imposer à la Russie. Une escalade *"inacceptable"* et *"irresponsable"* pour les Etats-Unis et l'OTAN.

Les responsables occidentaux avaient notamment accusé Vladimir Poutine de *"fabriquer des menaces qui n'existent pas"* alors que les Etats-Unis ont dénoncé une escalade *"inacceptable"* par Moscou. *"Il s'agit d'un schéma répété que nous avons observé de la part du président Poutine durant ce conflit, qui est de fabriquer des menaces qui n'existent pas afin de justifier la poursuite d'une agression. "A aucun moment la Russie n'a été menacée par l'Otan ou l'Ukraine (...) Nous allons résister à cela. Nous avons la capacité de nous défendre",* avait expliqué dimanche la porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki, interrogée sur la question sur ABC.

Dès l'annonce de l'intervention militaire russe en Ukraine, le maître du Kremlin avait laissé entendre qu'il pourrait utiliser l'arme nucléaire. *"Quiconque tentera de nous gêner, a fortiori de créer une menace pour notre pays, pour notre peuple, doit savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et infligera des conséquences telles que vous n'en avez jamais connu dans votre histoire"*, avait-il dit.



La doctrine nucléaire russe bien différente de celle française

Cyrille Bret, Chercheur associé - Institut Jacques Delors et enseignant à Sciences Po, estime que les messages répétés de la présidence russe sur le nucléaire constituent une menace à prendre au sérieux. *"La doctrine russe sur le nucléaire est en effet bien différente de l'approche française. Pour les pouvoirs publics français, l'arme nucléaire est essentiellement dissuasive"*, écrit-il.

Pour les autorités russes, en revanche, la latitude de l'usage de l'arme nucléaire est plus étendue. *"En effet, elles laissent depuis longtemps planer plusieurs doutes : d'une part, l'arme nucléaire pourrait être utilisée non pas pour frapper massivement des villes comme à Hiroshima et à Nagasaki en 1945, mais pour cibler des moyens militaires essentiels de l'ennemi. En d'autres termes, la Russie n'exclut pas l'usage tactique de l'arme nucléaire sur les théâtres d'opérations. En outre, elle ne rejette pas non plus par principe l'emploi de l'arme nucléaire dans le cadre d'une offensive destinée à mettre fin plus rapidement à un conflit."*

Mais pour l'enseignant, *"loin d'être un signe de puissance, cette menace réitérée [de l'usage de l'arme nucléaire, NDLR] est l'aveu d'un échec politique irrémédiable - et cela, même si la Russie finit par obtenir une victoire militaire sur le terrain ukrainien en n'employant que les forces conventionnelles."* Et d'ajouter : *"Cette situation illustre l'incapacité politique de la présidence russe à se faire entendre en dehors de son propre système".*

Les combats s'intensifient en Ukraine

Cette nouvelle menace intervient alors que les combats sont de plus en plus vifs en Ukraine. Une semaine après le lancement de leur invasion, les forces russes ont pris leur première grande ville, Kherson (métropole de 290.000 habitants proche de la péninsule de Crimée) et intensifient leur pilonnage sur d'autres villes, avant des pourparlers visant à obtenir un cessez-le-feu. L'Allemagne a ainsi décidé d'accroître ses livraisons d'armes à l'Ukraine en guerre, en lui dépêchant 2.700 missiles antiaériens supplémentaires, tous - curieuse ironie de l'Histoire - de fabrication soviétique.

Les sanctions économiques infligées à Moscou par le camp occidental sont par ailleurs de plus en plus dures. L'UE a confirmé que sept banques russes seraient, à compter du 12 mars, exclues du système de messagerie Swift, un rouage-clé de la finance internationale, tandis que la Banque mondiale a coupé tous ses programmes d'aide en Russie et au Bélarus.

Les agences de notation financière *Fitch* et *Moody's* ont rétrogradé la Russie dans la catégorie des pays risquant de ne pas pouvoir rembourser leur dette, reléguant la Russie dans la catégorie des placements spéculatifs.

Conclusion

Alors que l'invasion russe de l'Ukraine entre dans sa quatrième semaine, la confusion persiste sur les buts de guerre de Poutine. Nul ne sait ce qu'il cherche en termes d'objectifs territoriaux et stratégiques, même si l'annexion des littoraux de la mer d'Azov et de la mer Noire, entre Marioupol et Odessa, en passant par Sébastopol semblent en faire partie.

La pression militaire russe s'accroît sur les grandes villes ukrainiennes qui sont systématiquement bombardées et assiégées pour certaines d'entre elles. Les destructions gratuites de centres hospitaliers, d'écoles, d'immeubles et de centres commerciaux attestent de la volonté russe de casser la résistance ukrainienne par la guerre totale, sans discrimination entre objectifs militaires et civils.

Pour aggraver la situation générale de la population ukrainienne, les centrales nucléaires ukrainiennes deviennent des objectifs russes prioritaires et elles sont l'objet d'encerclement et de combat comme les autres objectifs stratégiques russes en Ukraine.

Là réside le principal danger de dérapage guerrier en Ukraine, car la Russie utilise déjà tous les moyens, y compris disproportionnés dans le cas de bombardements de villes, comme elle a l'habitude de le faire depuis la Tchétchénie et la Syrie, en utilisant à tout va les bombes à sous-munitions, les bombes à vide, les missiles de croisière contre des objectifs civils.

Le récent bombardement de la plus puissante centrale nucléaire d'Europe à Zaporojie a démontré l'irresponsabilité délibérée de l'armée russe en Ukraine. Les coupures répétées d'alimentation électrique à la centrale de Tchernobyl sont un autre exemple de ces dérapages dangereux de l'armée russe en Ukraine.

La doctrine de dissuasion russe est différente de celle des Occidentaux et de la Chine, qui s'en tiennent à la dissuasion, stricto sensu. Il n'en est pas de même pour la Russie qui a officiellement opté pour l'utilisation du nucléaire tactique y compris dans des conflits conventionnels. Poutine serait-il disposé à utiliser le nucléaire tactique en Ukraine pour hâter la fin du conflit ? Le risque est certain, dans la mesure où il s'avère que son plan initial d' « *Opération spéciale* » en Ukraine a échoué malgré ses déclarations affirmant le contraire.

Enfin, le risque d'un accident majeur dans une centrale nucléaire ukrainienne n'est pas à sous-estimer, car il existe comme l'a reconnu l'AIEA dont le chef a pressé les instances internationales dont le Conseil de Sécurité de l'ONU, d'autoriser la mise en place de contrôleurs de l'AIEA s'interposant entre les belligérants dans les centrales et sites nucléaires ukrainiens. Espérons que cette requête légitime soit entendue et agréée par Poutine.